LUCIEN BÉLY

LA PAIX, DYNAMIQUE DE L'EUROPE MODERNE: L'EXEMPLE DE WESTPHALIE

Il serait sans doute téméraire d'affirmer déjà que la commémoration de la paix de Westphalie a été un événement culturel et historiographique¹, mais indéniablement un vaste effort a été mené à travers l'Europe, et surtout en Allemagne, pour lui donner de l'éclat en lançant de grandes entreprises, réunions scientifiques larges et expositions.

I. Commémoration et historiographie

À l'origine, il y avait quelque paradoxe à commémorer en France et à Paris² une paix qui y était passée presque inaperçue, qui n'avait pas mis fin, pour la monarchie française et les Français, à la guerre et qui, au contraire, en prolongeant et en intensifiant le conflit avec l'Espagne, avait débouché sur une révolte générale et la guerre civile. Les traités ont apporté la stabilité avant tout au Saint-Empire: Espagne et France ont payé cher la continuation de la guerre³. Si la date de 1648 fit longtemps partie en France d'un savoir scolaire⁴,

¹ Sur l'ensemble des études parues sur Westphalie avant 1996, voir Heinz DUCHHARDT, avec le concours de Eva ORTLIEB et Matthias SCHNETTGER, *Bibliographie zum Westfälischen Frieden*, Münster, 1996. Pour un premier bilan historiographique: Jean BÉRENGER, À propos d'une commémoration: quelques ouvrages sur la paix de Westphalie, dans: *Francia* 28/2 (2001) p. 85–107. Voir aussi Lucien BÉLY, *La guerre de Trente ans et la paix de Westphalie (1648)*, dans: 1648, Belfort dans une Europe remodelée (Actes du colloque de Belfort de 1998), Belfort 2000, p. 13–25; ID., Autour d'une commémoration, dans: Jean-Pierre KINTZ, Georges LIVET (sous la dir. de), 350^e anniversaire des Traités de Westphalie. Une genèse de l'Europe, une société à reconstruire, Strasbourg 1999, p. 597–604; ID., La négociation comme idéal et comme art: un modèle westphalien? dans: ID. (sous la dir. de, avec le concours d'Isabelle RICHEFORT), *L'Europe des traités de Westphalie. Esprit de la diplomatie et diplomatie de l'esprit*, Paris 2000, p. 603–612.

² Jürgen VOSS, Un itinéraire contrasté: les traités de Westphalie à travers les siècles, dans: 350^e anniversaire des Traités de Westphalie (voir n. 1) p. 175–190.

³ L'heureuse initiative de l'Institut historique allemand de Paris est venue compléter de façon originale la commémoration de la paix de Westphalie en France, à côté d'autres réunions scientifiques, au moins à Strasbourg, à Belfort et à Paris, dont les actes ont

elle n'est plus qu'un souvenir vague dans la culture contemporaine. Les traités de Westphalie font pourtant partie de l'histoire européenne et dépassent donc le cadre d'un seul pays. Ils sont une pierre essentielle, sinon dans l'édification de l'Europe, en tout cas dans la construction de l'idée d'Europe⁵. Et d'abord, parce que presque tous les États européens, même les plus modestes, en avaient été partie prenante⁶.

On évoque volontiers »la« paix de Westphalie, même si les traités, avec leurs clauses additionnelles, ont été nombreux, car ils ont fixé une date, une rupture, une solution de continuité, et la construction même de cette légende dorée – parfois légende noire – de Westphalie mérite d'être analysée: on sait l'intérêt qu'ont suscité les célébrations de la paix⁷. En matière historiographique, le contraste est fort quand on compare la vision qui se dégage aujourd'hui de la paix avec celle qui s'était élaborée autrefois⁸. Une nouvelle conception de l'Allemagne ancienne est née à la fin du XX^e siècle – ou mieux, a été ressuscitée. La constitution singulière du Saint-Empire n'est plus forcément regardée comme une faiblesse, face à des États-nations plus monolithiques, mais semble plutôt un signe de diversité et d'autonomie. Les »libertés« de l'Allemagne, thème polémique de la diplomatie ancienne, s'avèrent non plus comme un simple argument, utilisé par des puissances étrangères pour intervenir au cœur de l'Europe – ce qu'elles furent aussi –, mais elles apparaissent comme un facteur de stabilité et de développement trop longtemps négligé. Les règles établies à Münster et à Osnabrück se sont imposées comme fondement de l'ordre européen. Le diplomate français Chavigny affirmait par exemple au XVIII^e siècle: »... mon premier soin fut d'arborer, sans affectation, les traités de Westphalie et de m'y envelopper, si je

été publiés: 350^e anniversaire des Traités de Westphalie (voir n. 1); 1648, Belfort dans une Europe remodelée (voir n. 1); L'Europe des traités de Westphalie (voir n. 1); Klaus BUSSMANN, Jacques THUILLIER (sous la dir. de), 1648, Paix de Westphalie: l'art entre la guerre et la paix, Paris 2000. Cette commémoration en France s'est accompagnée d'expositions, ainsi celle de Paris: 1648, la paix de Westphalie. Vers l'Europe moderne, Paris 1998.

⁴ Le témoignage de »La jument verte« de Marcel Aymé (1933) révèle qu'un écolier français au début du XX^e siècle devait connaître la date de ces traités.

⁵ Klaus MALETTKE, *Imaginer l'Europe*, Paris 1998.

⁶ Cet aspect a été bien souligné dans la conception même de la réunion scientifique de Münster de 1996: Heinz DUCHHARDT (éd.), *Der Westfälische Friede. Diplomatie, politische Zäsur, kulturelles Umfeld, Rezeptionsgeschichte*, Munich 1998. On se reportera aussi à Konrad REGEN, *Dreißigjähriger Krieg und Westfälischer Friede. Studien und Quellen*, éd. par Franz BOSBACH et Christoph KAMPMANN, Paderborn 1998.

⁷ Claire GANTET, *La paix de Westphalie (1648). Une histoire sociale XVII^e–XVIII^e siècles*, Paris 2001.

⁸ Anja Victorine HARTMANN, *La politique française à l'époque de Richelieu: interprétations allemandes de 1648 à 1998*, dans: 1648, Belfort dans une Europe remodelée (voir n. 1) p. 103–112.

puis me servir de cette expression⁹. Les traités sont devenus une référence de la diplomatie, même si l'image qu'ils avaient laissée se ternissait avec le temps, un *terminus a quo* après avoir été un *terminus ad quem*. Le sillage de Westphalie est donc à suivre. Cela revient à s'interroger sur les représentations que les Européens, en particulier les Français¹⁰, se faisaient du Saint-Empire.

La commémoration de l'accord de 1648 a pris en 1998 une signification toute particulière dans le contexte de cette Europe qui s'est construite dans la seconde moitié du XX^e siècle¹¹. Souvent lorsque l'on s'interroge sur des dates qui ont marqué sa genèse, il s'agit souvent de batailles, et en particulier face à ce qui semblait le plus grand danger pour les Européens: les Turcs, l'empire ottoman. C'est Lépante ou la délivrance de Vienne en 1683. Indéniablement, 1648 est une date européenne qui compte et une date qui ne dérange pas trop, car elle permettait de reconstruire sans humilier. Les États et les princes protestants sortaient plutôt renforcés après la forte menace que la reconquête catholique avait fait peser sur eux. L'empereur ne tirait pas trop mal son épingle du jeu et avait les mains libres pour affirmer son autorité, en particulier en matière religieuse, dans ses domaines héréditaires, ainsi qu'en Bohême et en Hongrie. Les »Couronnes«, c'est-à-dire la France et la Suède, obtenaient de grandes »satisfactions« et devenaient garantes du respect des traités. Cette disposition a été jugée comme un droit d'ingérence permanent dans les affaires de l'Allemagne, mais c'était aussi une forme d'engagement à maintenir un ordre européen stable, une forme de responsabilité dans le domaine international.

Cette commémoration des années 1996–1998, qui a été l'occasion d'une réflexion renouvelée sur la paix de Westphalie et sur les négociations, pourra être une étape dans l'écriture de l'histoire européenne, car elle a permis une confrontation entre des écoles historiques dont les traditions sont très différentes. La confrontation se révèle d'autant plus délicate et passionnante que longtemps les nationalismes ont volontiers puisé des arguments ou des convictions dans les événements du passé. Alors que peu de travaux avaient été menés en France depuis le Père Bougeant au XVIII^e siècle¹², cette commémoration a permis de mieux faire connaître l'immense acquis de

⁹ Lucien BÉLY, La politique des cabinets au XVIII^e siècle: les »systèmes« diplomatiques en Europe, dans: Jean BÉRENGER, Georges-Henri SOUTOU (sous la dir. de), L'ordre européen du XVI^e au XXI^e siècle, Paris 1998, p. 83–98.

¹⁰ Klaus MALETTKE, Frankreich, Deutschland und Europa im 17. und 18. Jahrhundert. Beiträge zum Einfluß und Außenpolitik in der Frühen Neuzeit, Marburg, 1994; ID., Les relations entre la France et le Saint-Empire au XVII^e siècle, Paris 2001.

¹¹ Lucien BÉLY, Le souvenir des traités de Westphalie de l'Ancien Régime à 1998, Mémoires du passé germanique, dans: Sources. Travaux historiques 55–56 (2000) p. 45–56.

¹² R. P. BOUGEANT, Histoire du traité de Westphalie, Paris 1744, 6 vol.; ID., Histoire des guerres et des négociations qui précédèrent le traité de Westphalie, Paris 1767, 3 vol.

l'école historique allemande et en particulier le travail mené autour des »Acta Pacis Westphalicae«. Le présent volume montre, à de nombreuses reprises, que cette grande entreprise continue avec succès et propose de nouveaux champs d'investigation¹³. Une attention nouvelle est portée au travail concret des négociateurs, aux instruments qui permettent d'accompagner la négociation, aux idées sur la guerre et la paix¹⁴. Le renouveau de l'histoire diplomatique est éclatant, avec des perspectives et des concepts nouveaux, ainsi que celui de l'histoire des relations internationales qui, en particulier, intègre l'histoire culturelle comme le montrent les études de Guido Braun à travers l'usage des langues et de Franz Bosbach à travers l'usage de l'imprimé. Ce renouveau se fonde sur deux notions clefs: les structures et les réseaux.

II. L'art et l'idéal de la diplomatie comme fondement de l'Europe moderne

Une communauté de la recherche se dessine qui travaille sur la documentation laissée par les princes, leurs ministres et leurs représentants: les correspondances longtemps délaissées comme trop formelles se révèlent pourtant d'une étonnante spontanéité ou d'une grande profondeur – je songe aux lettres de Mazarin. La contribution d'Antje Oschmann prouve qu'un traité de paix peut être l'objet d'autant de soins critiques qu'un grand texte de la littérature ou de la philosophie. Le présent volume montre également la nécessité et l'intérêt du dialogue entre les disciplines: histoire des idées, de la philosophie, du droit...

Les critiques n'ont pas manqué et ne manquent pas à l'égard de l'histoire vue à travers les rois, les ministres ou les diplomates. On a reproché à l'histoire diplomatique de voir le monde d'en haut, depuis une terrasse, sans tenir compte des souffrances des populations¹⁵. Il n'est pas question de

¹³ Il faut signaler aussi la publication dans le cadre des *Monumenta Europae historica* des Papiers de Richelieu. Section politique extérieure. Empire allemand, II, éd. par Anja Victorine HARTMANN, Paris 1997.

¹⁴ Nous avons tenté une telle approche pour les traités d'Utrecht: Lucien BÉLY, *Espions et ambassadeurs au temps de Louis XIV*, Paris 1990.

¹⁵ Lucien BÉLY, *Méthodes et perspectives pour une nouvelle histoire des relations internationales à l'époque moderne: l'exemple d'Utrecht*, dans: Rainer BABEL (sous la dir. de), *Frankreich im europäischen Staatensystem der frühen Neuzeit*, Sigmaringen 1995 (Beihefte der Francia, 35), p. 219–233; ID., *Représentation, négociation et information dans l'étude des relations internationales à l'époque moderne*, dans: Serge BERSTEIN, Pierre MILZA (éd.), *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris 1998, p. 213–229.

négliger les misères de la guerre – dès que l'on se réfère à des témoignages du temps, les détails terribles apparaissent et la violence a été l'objet d'études fondamentales¹⁶ comme d'enquêtes collectives¹⁷. De nouvelles tentatives ont été lancées pour tenter d'évaluer l'impact de la guerre, et surtout de la guerre de Trente Ans¹⁸. Il semble pourtant aussi légitime d'aborder les idées, les pratiques, les réalisations des hommes d'État et de négociation qui ont permis de rétablir la paix, de donner de nouveaux fondements politiques au monde d'autrefois. Le négociateur est l'interprète des grands enjeux internationaux, il cherche avec difficulté à exprimer les intérêts de son maître, mais aussi, derrière celui-ci, d'un état, d'une société, d'un peuple. Il écoute les plaintes des peuples. Car les »potentats« d'autrefois pour reprendre un vocabulaire ancien, ou mieux les »puissances«, n'étaient rien sans les familles qui supportaient l'impôt ou qui subissaient les contributions. Le négociateur ne disposait pas de territoires sans tenir compte des intérêts des populations, et ne traitait pas les peuples comme des »troupeaux de moutons«. Il inventait, il imaginait, il changeait le monde. Son rôle était pourtant ingrat, car toujours minimisé: s'il échouait, il était pleinement responsable, s'il réussissait, son »maître« s'attribuait tout le succès.

Nous concevons mieux ce que furent l'action et la place des négociateurs à un moment crucial. Certes, les hommes de guerre marquaient plus fortement leur temps que les hommes de paix. L'histoire militaire conserve trop de séductions pour ne pas regarder avec condescendance ceux qui avaient à faire la paix. Wallenstein a plus fait rêver que Trauttmannsdorf, le »Mazarin de l'Empire« ou Servien, mais les historiens contribuent à réhabiliter l'effort multiforme de paix et saluent ce souci tenace d'exprimer une harmonie entre les puissances. Car la commémoration de Westphalie a permis d'analyser la volonté de négocier toujours et partout qui marquait aussi les sociétés anciennes, cet idéal de concorde, d'unité, de paix, que les misères de la guerre finissent par faire oublier. N'est-ce pas une nouvelle perspective qui s'ouvre? L'Europe des Temps modernes semble avoir été fragilisée par des guerres incessantes, mais cette vision mérite d'être nuancée. La guerre est l'objet de nouvelles évaluations, et les catastrophes démographiques ne trouvaient pas forcément leurs causes dans les réalités militaires. Une interprétation générale de l'histoire de l'Europe a insisté sur l'avance technologique qu'a permise ce

¹⁶ Denis CROUZET, *Les guerriers de Dieu. La violence au temps des troubles de religion vers 1525–vers 1610*, Paris 1990.

¹⁷ Markus MEUMANN, Dirk NIEFANGER (sous la dir. de), *Ein Schauplatz herber Angst. Wahrnehmung und Darstellung von Gewalt im 17. Jahrhundert*, Göttingen 1997.

¹⁸ Christian PFISTER a fait un bilan des recherches dans le domaine de la démographie historique dans Jean-Pierre BARDET, Jacques DUPÂQUIER, *Histoire des populations de l'Europe, I: Des origines aux prémices de la révolution démographique*, Paris 1997, L'Allemagne, II: Du XVI^e au XVIII^e siècle, par Christian PFISTER.

climat de rivalité permanente entre les États-nations au cours des âges¹⁹. N'est-il pas possible d'avancer que l'Europe chrétienne a aussi inventé les moyens de limiter et de surmonter les conflits, une langue politique commune qui est la diplomatie, et des méthodes pour imposer le dialogue et un idéal de concorde malgré l'affrontement des intérêts et des ambitions? L'émulation a été un fait constructif car elle savait trouver ses limites. La paix est, bien sûr, depuis l'Antiquité, au centre de la réflexion politique, mais, à l'époque moderne, elle suscite trois grands genres littéraires. Des traités juridiques ébauchaient les principes d'un droit des gens, lui-même esquisse du droit international, et ces écrits se nourrissaient des traités de paix signés à travers les âges. Des ouvrages tentaient aussi de définir le parfait ambassadeur²⁰. Enfin des écrivains essayèrent d'imaginer des projets pour rendre la paix perpétuelle²¹ et une telle réflexion suscita des polémiques ou des dialogues intellectuels fructueux, parfois par-dessus les générations: l'abbé de Saint-Pierre renvoyait à Henri IV et à Sully, et tentait d'intéresser Leibniz, le Solon allemand; Rousseau analysait le projet de Saint-Pierre, et Kant reprenait à son tour ce thème²².

¹⁹ C'est peut-être d'une des conclusions de Geoffrey PARKER, *The Military Revolution. Military Innovation and the Rise of the West (1500–1800)*, Cambridge 1984.

²⁰ G. MATTINGLY, *Renaissance Diplomacy*, 1955, Wladimir E. HRABAR, *De Legatis et legationibus tractatus varii*, Lourev 1906. Il est possible de relever, parmi les ouvrages signalés par ce dernier auteur, les textes du début du XVII^e siècle: Charles Paschal, *Legatus*, 1598, 1612; Hieremias Setser, *Legatus*, 1600; David Hoeschelius, *Eclogae Legationum*, 1603; Jean Hotman de Villiers, *L'Ambassadeur*, 1603; *De la Charge et Dignité de l'Ambassadeur*, Paris 1604. La quatrième édition comporte une liste des auteurs qui ont écrit sur le sujet; Hermann KIRCHNER, *Legatus*, 1604, rééd. Marbourg, 1610 et 1614 (texte donné par Hrabar); Hermann KIRCHNER, *Respublica*, dissertatio X, *De legatis*, Marbourg 1609; Reinhard KÖNIG (Hoh. Eppinger), *De Legatis & Legationibus*, 1619; Hrabar mentionne aussi Wolfgang HEIDER et Johann KIRCHMANN; Christoph BESOLD, *De legatis*, 1616; D. VAN ARUM, *Discursus Academici de Jure Publico*, 1616, 1621, 1620, 1623; Matthias BORTIUS, *De legationibus & Legatis*; Frédéric VAN MARSELAER, *Khpykeion* 1^{re} édition Anvers 1618, *Legatus libri duo*, Anvers 1626, nouvelles éditions 1644, 1666; Juan Antonio DE VERA, *El Embajador*, 1620; Christoph BESOLD, *Specilegia politico Juridica De Legatis*, 1624; Joannes a Chokier, *Tractatus de Legato*, Cologne 1624. Il est possible aussi d'étudier les Discours politiques de messire Daniel DE PRIÉZAC, Paris 1652, *Des alliances des États et des Ambassadeurs*, p. 397–408; Abraham DE WICQUEFORT, *L'ambassadeur et ses fonctions*, La Haye 1681; L. ROUSSEAU DE CHAMOY, *L'idée du parfait ambassadeur*, 1697, texte publié par L. DELAUAUD en 1912; François DE CALLIÈRES, *De la manière de négocier avec les souverains, de l'utilité des négociations, du choix des ambassadeurs et des envoyez, et des qualitez nécessaires pour réussir dans ces emplois*, Paris 1716; Antoine PECQUET, *De l'art de négocier avec les souverains*, La Haye 1738.

²¹ Jean-Pierre BOIS, *L'Europe à l'époque moderne. Origines, utopies et réalités de l'idée d'Europe XVI^e–XVIII^e siècle*, Paris 1999.

²² Marc BELISSA, *Intérêt national et Fraternité universelle au siècle des Lumières et pendant la révolution française (1715–1795)*, Paris 1998.

Le travail des négociateurs est le fruit d'une longue évolution historique. La «diplomatie» n'a été baptisée qu'à la fin du XVIII^e siècle²³: cela renvoyait à un ensemble de structures, les ambassades en temps de paix, les congrès de paix en temps de guerre – et de pratiques – les instructions données au négociateur à son départ, les dépêches qu'il envoie et qu'il reçoit, les traités qu'il signe et que le souverain ratifie. La diplomatie, dans cette optique, correspondait à une réalité historique nécessaire, à une carrière de plus en plus spécifique, à un art politique. Si les idées se sont unifiées et simplifiées quant à cet art, ses racines sont profondes et anciennes. La diplomatie trouve ses fondements au Moyen Âge, voire dans l'Antiquité. Il faut s'y référer pour la négociation moderne, d'autant plus que la révérence était alors naturelle pour tout l'acquis du passé. Au Moyen Âge s'est fait, dans le discours des négociateurs, le passage du roi au royaume. Très tôt, on a insisté sur les «anciennes alliances», comme une épaisseur historique des accords internationaux, et sur la recherche d'un dialogue entre les communautés nationales au-delà de la personne des princes. À travers l'humanisme italien, c'est l'idée de «balance» des puissances qui s'est imposée, offrant un idéal à l'Europe, à une chrétienté qui avait perdu son unité. Mais cette cassure de la chrétienté avait eu lieu avant même la Réforme, et l'Europe s'était structurée en États souverains rivaux: la personnalité des États l'emporta très tôt sur les solidarités internationales, ce qui remet en question l'idée d'une internationale protestante ou catholique. L'humanisme en général a été un milieu nutritif²⁴. Une évolution historique générale se dessine: les négociateurs succédaient aux théologiens du Moyen Âge, les négociations prenaient la place des conciles²⁵ qu'à partir du XVII^e siècle, les congrès²⁶ ont remplacés comme assemblées internationales.

En étudiant de façon érudite les textes des traités, Antje Oschmann offre aux historiens une vue plus sûre des différents articles et elle montre les étapes qui conduisent à la signature puis à la ratification, mais aussi les incertitudes qui

²³ Lucien BÉLY (sous la dir. de, avec le concours d'Isabelle RICHEFORT), *L'invention de la diplomatie*, Paris 1998.

²⁴ Marc FUMAROLI, Introduction, dans: BÉLY, *L'Europe des traités de Westphalie* (voir n. 1).

²⁵ L'étude de la diplomatie au concile de Trente a été faite par Alain TALLON, *La France et le Concile de Trente (1518–1563)*, Rome 1997.

²⁶ Pour les congrès de paix qui précèdent celui de Westphalie: Denis CLAUZEL, Charles GIRY-DELOISON, Christophe LEDUC, *Arras et la diplomatie européenne XV^e–XVI^e siècles*, Arras 1999; Société archéologique et historique de Vervins et de la Thiérache, *La Paix de Vervins, 1598, 1998*; Jean-François LABOURDETTE, Jean-Pierre POUSSOU, Marie-Catherine VIGNAL, *Le traité de Vervins*, Paris 2000. Pour ceux qui ont suivi: Heinz DUCHHARDT (éd., avec le concours de Matthias SCHNETTGER, Martin VOGT), *Der Friede von Rijswijk 1697*, Mayence 1998; BÉLY, *Espions et ambassadeurs* (voir n. 14); Linda FREY, Marsha FREY (sous la dir. de), *The Treaties of the War of the Spanish Succession. An Historical and Critical Dictionary*, Westport 1995.

demeurent à propos des documents qui nous ont été conservés, et à propos desquels elle propose des hypothèses nouvelles. En tout cas, il apparaît que plusieurs exemplaires ont existé pour chacun des traités et des instruments de ratification. Les plénipotentiaires eux-mêmes se perdaient parfois dans la complexité des questions abordées. Néanmoins, même si les copies des traités comportaient bien des erreurs ou des fautes de traduction, ces dernières n'avaient que rarement une importance politique – dans un seul cas peut-être. La préparation des textes et la conservation de tels documents ont été l'objet de grands soins et il a fallu en distribuer des exemplaires à toutes les autorités directement intéressées. En général ce sont les ambiguïtés juridiques qui peuvent être étudiées, non pas d'un point de vue strictement formel, mais pour montrer leur utilisation à des fins politiques qui trahit aussi une conception de la souveraineté. La signature des traités ouvrait la voie à une longue mise en place de la paix, jusqu'au règlement de Nuremberg²⁷, mais aussi à une nouvelle négociation à propos de l'Alsace qui ne fut provisoirement terminée qu'au traité des Pyrénées. Pour cette signature des traités, les États de l'Empire intervenaient et affirmaient ainsi leur existence autonome à côté de l'empereur: ce glissement même est essentiel pour la constitution impériale et le destin de l'Allemagne.

Une réflexion s'élaborait sur la réorganisation après la guerre. C'était vrai pour les ministres à travers les instructions qu'ils élaboraient, proposant souvent des vues à long terme et globales qu'il convenait ensuite d'adapter aux réalités du conflit. Les propositions concrètes, présentées par les diplomates, donnaient lieu à des discussions, article par article. Léopold Auer nous permet de suivre la réaction impériale face aux offres de paix françaises en 1645. L'empereur consulte ses conseillers politiques, selon une progression lente à travers le filtre des différentes institutions impériales, et s'attache à obtenir l'avis d'un prince important comme l'électeur de Bavière. Cela permet à la décision de s'élaborer. Un tel processus montre comment elle se prenait dans le cadre des monarchies et comment le temps entraînait dans le jeu de la discussion, ainsi que les délais imposés par les communications d'alors. Grâce à cette lenteur dans les réponses et à cette distance entre le souverain et ses représentants, les plénipotentiaires sur place conservaient une marge de décision pour tenir compte des événements récents et de l'évolution rapide d'une situation historique. Les diplomates disposaient donc d'une certaine indépendance par rapport au prince, et leur travail révélait ou suscitait des changements politiques.

Ces pratiques ont suscité des acteurs. Anne d'Autriche et Mazarin, Ferdinand III ou Christine sont désormais mieux connus: autant de personnalités qui ont fait la paix, comme leurs prédécesseurs, Louis XIII et

²⁷ Antje OSCHMANN, *Der Nürnberger Exekutionstag 1649–1650. Das Ende des Dreißigjährigen Krieges in Deutschland*, Münster 1991.

Richelieu, Ferdinand II ou Gustave-Adolphe ont fait la guerre. Une génération de la paix de Westphalie a succédé à une génération de la guerre de Trente Ans. Pour Mazarin²⁸, si nous connaissons sa carrière ou sa fortune, en revanche ses idées politiques, sa personnalité, sa vision diplomatique nous échappent encore²⁹. Grâce à Léopold Auer, nous percevons mieux ce qu'était, pour Ferdinand III, le rôle du *Reichshofrat* à côté du conseil secret. Grâce à Anuschka Tischer³⁰, les liens apparaissent mieux qui liaient Mazarin et Servien, et au contraire les réticences qui naissaient dans l'esprit de d'Avaux et du duc de Longueville. »Client« ou créature de Mazarin, Servien exprimait la vision qu'avait le cardinal de l'Europe future et qu'il imposait malgré tous les obstacles. Ce qui n'alla pas sans de terribles bévues dont l'opposition au gouvernement français sut se nourrir³¹.

III. La transformation des relations internationales³²

La guerre de Trente Ans ayant une dimension religieuse forte, il est clair que les discussions tournèrent autour du choix confessionnel, celui du prince ou celui de ses sujets, mais aussi autour des moyens que les souverains avaient de

²⁸ Pierre BLET, Richelieu et les débuts de Mazarin, dans: RHMC 6 (1959) p. 241–252; Richard BONNEY, Political Change in France under Richelieu and Mazarin, 1624–1661, Oxford 1978; Pierre Adolphe CHERUEL, Histoire de France pendant la minorité de Louis XIV, Paris 1879–1880; Histoire de France sous le ministère de Mazarin, Paris 1882; Georges DETHAN, Mazarin: un homme de paix à l'âge baroque, 1602–1661, Paris 1981; Jean-François DUBOST, La France italienne, XVI^e–XVII^e siècle, Paris 1997; Claude DULONG, La fortune de Mazarin, Paris 1990; ID., Mazarin, Paris 1999; Pierre GOUBERT, Mazarin, Paris 1990; La France et l'Italie au temps de Mazarin. Textes recueillis et publiés par Jean SERROY, Grenoble 1986. Et en particulier Madeleine LAURAIN-PORTEMER, Études mazarines, I, Paris 1981; ID., Une tête à gouverner quatre empires. Études mazarines, II, Paris 1997; Geoffrey TREASURE, Mazarin. The Crisis of Absolutism in France, Londres, New York 1995.

²⁹ Une nouvelle documentation vient s'ajouter à celle déjà disponible: Acta Pacis Westphalicae, II, B Die Französischen Korrespondenzen, 3, 1, 1645–1646; 3, 2, 1646; Kriemhild GORONZY, Elke JARNUT, Rita BOHLEN et Franz BOSBACH éd., Münster 1999; 4, 1646, Clivia LELCH-RADE, Anuschka TISCHER, Kriemhild GORONZY, Michael ROHRSCHEIDER (éd.), Münster 1999.

³⁰ Voir aussi: Anuschka TISCHER, Französische Diplomatie und Diplomaten auf dem Westfälischen Kongreß. Außenpolitik unter Richelieu und Mazarin, Münster 1999.

³¹ Paul SONNINO, Prelude to the Fronde. The French Delegation at the Peace of Westphalia, dans: Heinz DUCHHARDT (éd.), Der Westfälische Friede. Diplomatie, politische Zäsur, kulturelles Umfeld, Rezeptionsgeschichte, Munich 1998, p. 217–252.

³² Je reprends l'expression de Paul W. SCHROEDER, The Transformation of European Politics 1763–1848, Oxford 1994, parce qu'il importe de réexaminer l'histoire des relations internationales sur la longue durée.

forcer les fidèles à s'engager dans le grand jeu des relations internationales, mettant le poids de leurs convictions dans une mobilisation politique. La puissance française, en s'alliant aux princes protestants, jouait un jeu ambigu, puisqu'une telle politique risquait de choquer une partie de l'opinion publique en France. Le gouvernement du roi très chrétien, le cardinal – premier ministre et la pieuse reine régente, comme l'a montré Leopold Auer, laissaient plus volontiers les représentants de la Suède intervenir sur ce terrain dangereux pour eux. Les demandes religieuses, d'une grande importance pour la Suède, devaient être combinées avec le souci de l'allié français d'affaiblir la maison d'Autriche. La distinction entre les deux lieux de négociation, Münster et Osnabrück, facilitait cette discussion difficile. En France, depuis le XVI^e siècle, une telle politique s'imposait. Cela délimitait bien la vie intérieure du royaume, qui donnait une place médiocre à la religion réformée, et les affaires étrangères pour lesquelles la diplomatie cherchait des alliances dans l'Europe protestante. Une même ambiguïté existait à propos des rapports avec le sultan, ennemi commun de la chrétienté, mais souvent allié objectif du roi de France face aux Habsbourg. Une telle distinction entre les affaires intérieures et la politique extérieure finit par créer de véritables contradictions que Mazarin lui-même, au moment de la Fronde, décrivait «avec des larmes de sang», opposant les succès devant l'ennemi aux humiliations infligées par les sujets révoltés de Louis XIV³³.

Une discussion essentielle pour les historiens porte sur le processus qui conduirait à une laïcisation des relations internationales après 1648. Le concept de «confessionalisation»³⁴ s'est en effet imposé pour marquer la mission confessionnelle que chaque État européen s'est donnée au XVI^e siècle, accordant à la dimension religieuse une place essentielle dans les choix politiques, dans le gouvernement des hommes ainsi que dans l'affrontement avec d'autres puissances. L'absolutisme confessionnel s'impose dans chaque principauté de l'Empire et le pluralisme n'était qu'une apparence. Néanmoins, après 1648, la coexistence y existe mais ne signifie pas forcément l'acceptation réelle de plusieurs confessions en même temps, au même lieu. Comme pour l'Édit de Nantes en France, il convient de considérer que la tolérance était impossible dans l'univers mental du XVII^e siècle. Dans le détail, bien des accommodements restaient possibles, qui nous intéressent. Des princes ont pris, après 1648, la décision de changer de religion sans que la carte religieuse

³³ Lucien BÉLY, *The Peace treaties and the French domestic crisis*, dans: DUCHHARDT, *Der Westfälische Friede* (voir n. 6), p. 235–252.

³⁴ Il s'agit de traduire le mot allemand «Konfessionalisierung» qui insiste sur le poids de la religion et de l'Église en politique intérieure comme en politique extérieure, dans le jeu international des puissances, voir Heinz SCHILLING, *La confessionalisation et le système international*, dans: BÉLY, *L'Europe des traités de Westphalie* (voir n. 1), p. 411–428.

en fût modifiée³⁵. L'Électeur de Saxe se convertit au catholicisme pour pouvoir briguer la couronne de Pologne mais demeura le souverain de sujets luthériens et le protecteur des luthériens en général. Des accords dynastiques conduisirent aussi à l'avènement de lignées catholiques dans des pays protestants, c'est le cas de la branche de Neubourg dans le Palatinat. Les tentatives pour favoriser une reconquête catholique ne manquèrent pas à Heidelberg, à travers l'action des jésuites, mais la résistance fut vigoureuse³⁶. En 1698, on proclama le *simultaneum*, qui mettait les églises à la disposition soit des réformés, soit des luthériens, soit des catholiques, là où il y avait des sujets de deux ou trois confessions. Après la déclaration en matière de religion de 1705, l'église du Saint-Esprit de Heidelberg fut divisée par un mur, le chœur étant destiné à la cour électorale catholique, la nef au culte réformé. En 1719, l'Électeur Charles-Philippe fit démolir le mur pour avoir accès à toute l'église, mais, dès l'année suivante, il dut le faire reconstruire. Les accommodements ou les tensions prouvent à quel point la règle instituée en 1648 a été solide et souple à la fois. La politique des réunions de Louis XIV à partir de la paix de Nimègue de 1678, puis l'occupation militaire par la France pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg suscitèrent encore des tensions car Louis XIV appliqua sur ces terres sa politique religieuse hostile au protestantisme. L'Édit de Nantes ayant été révoqué, cette décision s'appliqua aux nouvelles terres soumises au roi de France. En 1697, l'article IV du traité de Ryswick³⁷ maintenait la situation telle que l'avait créée l'occupation française. Le gouvernement impérial ne devait pas regarder d'un mauvais œil ces acquis pour le catholicisme, au moment où il favorisait la conversion des princes et de la noblesse dans l'Empire – en particulier les cadets qui entraient au service de l'empereur – et où il imposait l'unité religieuse dans ses domaines héréditaires. L'Électeur palatin surtout y voyait un atout pour sa propre politique confessionnelle³⁸.

La situation française, avec ses oscillations dans le temps et avec la prudence imposée parfois par le contexte international, se caractérise par une marche inexorable vers la révocation de l'édit de Nantes en 1685. Louis XIV, à la tête d'une administration plus structurée et d'une société soumise, malgré l'indéniable loyalisme des protestants, était tenté de rétablir l'unité religieuse

³⁵ Christophe DUHAMELLE, La conversion princière au catholicisme dans le Saint-Empire: conséquence ou remise en cause de la paix de Westphalie?, dans KINTZ, LIVET (voir n. 1), p. 299–310.

³⁶ Volker SELLIN, Le Palatinat après les traités de Westphalie, dans: Revue d'histoire diplomatique 3 (2000) p. 229–250.

³⁷ ... Religione tamen Catholicâ Romanâ in locis sic restitutis in statu quo nunc est, remanente.

³⁸ Heinz DUCHHARDT (éd., avec le concours de Matthias SCHNETTGER et Martin VOGT), Der Friede von Rijswijk 1697, Mayence 1998, en particulier Christoph FLEGEL, Die Rijswicker Klausel und die lutherische Kirche in der Kurpfalz, p. 271–279.

du royaume. La révocation entraîna le départ de milliers de protestants qui renforcèrent par leurs talents les puissances hostiles à Louis XIV tout en animant le zèle des protestants contre le »tyran« français.

En Angleterre, pendant le règne de Charles II, la conversion au catholicisme de son frère Jacques Stuart, duc d'York, fut au cœur des discussions politiques. Lorsque Charles mourut en 1685, Jacques II devint roi: on pensait que son règne serait court et il n'avait que des filles, toutes deux protestantes. Les décisions qu'il prit en faveur du catholicisme suscitèrent vite des mécontentements, et surtout la naissance de son fils en 1688, aussitôt baptisé comme catholique, montrait aux Anglais fidèles à la Réforme que le protestantisme risquait pour longtemps de ne plus être la confession du prince et se trouvait donc menacé. Guillaume d'Orange, fils d'une Stuart et gendre de Jacques II, profita de la situation pour tenter et réussir un débarquement: une »révolution« chassait Jacques et son fils d'Angleterre³⁹. Depuis la guerre de Hollande, Guillaume se considérait comme un ennemi personnel de Louis XIV qu'il accusait d'aspirer à la »monarchie universelle« et de vouloir la »religion universelle«, et certains protestants voyaient en lui un nouveau Moïse, un nouveau David. Pourtant il ne céda pas à l'inquiétude des années 1680 et à l'hystérie du début de la guerre, qui considéraient qu'un grand complot catholique se mettait en place contre les protestants, en vue d'une Saint-Barthélemy à l'échelle internationale. Il voulut à tout prix que la guerre future ne se transformât pas en guerre de religion, car il redoutait un rapprochement entre les princes catholiques, entre Louis XIV et l'empereur Léopold I^{er}. Au même moment, la menace turque s'éloignait avec l'échec du siège de Vienne en 1683. Ainsi, les conflits de religion cessaient d'interférer avec les affaires internationales. Quelques interprétations peuvent être suggérées. Le droit international, le »droit des gens«, qui s'était affirmé au XVII^e siècle, cherchait peut-être ses fondements ailleurs que dans la loi divine, plutôt dans la raison humaine et dans la loi naturelle. Pour maintenir l'équilibre européen, il semblait nécessaire de ne pas troubler l'ordre si chèrement obtenu et de ne pas ranimer les passions religieuses. La religion devenait de plus en plus une affaire nationale sur laquelle l'État veillait. Lors du congrès d'Utrecht en 1712-1713, les puissances protestantes demandèrent la liberté de culte en France et Louis XIV put refuser avec hauteur cette requête, considérant que nulle puissance n'avait le droit de »lui demander compte« de ce qu'il jugeait »à propos de

³⁹ Onno KLOPP, *Der Fall des Hauses Stuart und die Sukzession des Hauses Hannover*, Vienne 1875-1888; R. HATTON et J.S. BROMLEY (éd.), *William III and Louis XIV. Essays 1680-1720 by and for Mark A. Thomson*, Liverpool U.P., 1968; Lois G. SCHWOERER (éd.), *The Revolution of 1688-1689. Changing perspectives*, Cambridge 1992.

faire pour le bon gouvernement de ses peuples». Et finalement la foi elle-même devenait plus intime et personnelle.

L'action de Rome est apparue à la fois déterminée, mais aussi subtile et prudente, souhaitant d'autant plus une reconquête qu'elle craignait toujours un bouleversement total, tentant de jouer de la lenteur qui était pour la Curie une vertu alors que des concessions précipitées pouvaient être une erreur. Rome a résisté face aux changements de souveraineté en Catalogne ou en Artois, comme dans les Trois-Évêchés, puisque le souverain pontife y disposait de l'arme des bénéfices consistoriaux. Le comte d'Avaux s'était fait l'amassadeur du catholicisme et c'était un nostalgique de l'unité chrétienne perdue. La protestation du pape, après la paix de 1648, n'en avait que plus de signification: le souverain pontife avait, par sa médiation, facilité un accord entre les princes catholiques, mais l'harmonie entre eux devait favoriser une reconquête religieuse, non une stabilisation définitive.

IV. Le monde des souverains

Les discussions de Westphalie permettent de mieux connaître la diversité politique de l'Europe moderne, où les rêves unitaires s'étiolaient, où les États dynastiques se fortifiaient et où les nations s'affirmaient⁴⁰. Cette mosaïque européenne du XVII^e siècle renvoyait à un assemblage complexe d'États⁴¹. Même les absences lors des discussions en Westphalie, comme celle de l'Angleterre, étaient pleines de significations. C'est peut-être aussi parce que l'espace politique européen était très fragmenté que la guerre se prolongea en d'innombrables foyers secondaires, dégénérant parfois en de véritables guerres civiles. La dialectique entre les grandes puissances et les plus petites est apparue sans doute comme une donnée nouvelle pour les études historiques: les incidents ou les querelles entre princes modestes pouvaient entraîner, à tout moment, les grands États vers la guerre, ou vers une nouvelle escalade dans la guerre, et, contrairement aux descriptions traditionnelles, ces puissances majeures s'efforçaient en fait de résister au torrent qui les entraînait. La fatalité de la marche à la guerre, et à la guerre européenne, a été ainsi

⁴⁰ Royal and republican sovereignty in early modern Europe. Essays in memory of Ragnhild HATTON, Robert ORESKO, Graham GIBBS, Hamish SCOTT (éd.), Cambridge 1997; Lucien BÉLY, *La Société des princes*, Paris 1999.

⁴¹ Sven EXTERNBRINK, *Le Cœur du monde. Frankreich und die norditalienischen Staaten (Mantoue, Parma, Savoyen) im Zeitalter Richelieus (1624–1635)*, Münster 1999.

reconsidérée⁴². Par exemple, les grandes puissances ne souhaitaient pas intervenir en Italie du nord à propos de l'affaire de Mantoue et des petits princes les ont entraînées dans cette tourmente où Mazarin se signala pour la première fois. Toute une vision nouvelle de la guerre et de la paix se retrouve à travers les représentations que les contemporains nous en ont laissées⁴³.

La sphère politique offre une grande complexité que les négociateurs devaient prendre en compte. Le cas de l'Alsace révèle bien qu'il n'était pas facile de parler de souveraineté: les droits de la maison d'Autriche, cédés à la maison de France, correspondaient à des définitions anciennes qui entraient mal dans la pratique politique du XVII^e siècle. Une telle ambiguïté permettait de retarder ou d'accélérer le contrôle d'un territoire. La cession n'était que virtuelle, et, seul, le temps clarifierait la situation. Elle ne fut définitive qu'au moment de la paix de Ryswick, soit près de 50 ans après Westphalie. La souveraineté se nourrissait donc de droits historiques, parfois inspirés de la littérature antique, mais aussi des prétentions des maisons souveraines, des dynasties, qui exprimaient leurs intérêts, en particulier à travers les crises de succession, avec, ou parfois contre, les États dont elles incarnaient et préparaient le destin. Si la nature de cette autorité souveraine n'était pas facile à préciser dans les négociations, et si les négociateurs y trouvaient matière à discuter, la diplomatie avait besoin de connaissances, d'un savoir. Pour la plupart des négociateurs, un peu d'histoire, quelques cartes et des voyages constituaient tout leur bagage professionnel. Les limites d'un territoire n'étaient pas toujours bien connues, cette imprécision et cette complexité étant le fruit d'un long passé, et, pour préciser les réalités sur place, il fallait de nouvelles négociations où le témoignage des paysans était parfois même sollicité⁴⁴.

La négociation devait tenir compte de tous les enjeux internationaux. Là, l'histoire des relations internationales se nourrit des apports de tous les autres champs de la recherche historique. La vision de l'espace européen au XVII^e siècle ne se fondait pas sur une description géographique. Elle s'appuyait sur une connaissance des communications terrestres ou maritimes, du passage des cols et des fleuves, de l'obstacle des reliefs et des chemins des vallées. Le duc de Savoie eut une place étonnante dans les affaires européennes, parce qu'avec la Savoie et le Piémont, il contrôlait les routes alpines. Il devait tenir compte de la puissance espagnole présente à Milan, du roi de France qui avait les

⁴² Voir les études de David PARROTT, *A «prince souverain» and the French crown: Charles de Nevers, 1580–1637, Royal and republican sovereignty in early modern Europe*, Cambridge 1997, page 149 sq.; ID., *Richelieu's Army. War, Government and Society in France, 1624–1642*, Cambridge 2001.

⁴³ Klaus BUSSMANN, Heinz SCHILLING (éd.), *1648 – Krieg und Frieden in Europa*, Catalogue de la 26^e exposition du Conseil de l'Europe, 1998.

⁴⁴ Daniel NORDMAN, *Frontières de France. De l'espace au territoire XVI^e–XIX^e siècle*, Paris 1998.

moyens d'envahir sans peine la Savoie et de l'empereur dont il reconnaissait la suzeraineté – le traité de Münster a été ratifié par le duc. Mais ces princes savoyards, au cours du XVII^e siècle, surent prendre de plus en plus d'indépendance, en continuant à espérer une couronne royale qu'ils n'obtinrent qu'en 1713⁴⁵. De même, la haute vallée de l'Adda, la Valteline, s'avéra un passage crucial pour les troupes espagnoles. En effet, le traité de Lyon de 1601 rendait périlleux le passage du pont en aval de Genève, depuis la Savoie jusqu'à la Franche-Comté, sous la surveillance des Français, installés dans la Bresse, le Bugey, le Valromey et le pays de Gex. L'Espagne avait dû transporter plus à l'est, à travers les hautes vallées alpines, le chemin militaire qui maintenait le lien entre le Milanais et les Pays-Bas. Le sort de la Valteline devint une question essentielle pour les relations internationales, au centre des crises entre la France, protectrice des Ligues grises protestantes, qui contrôlaient la vallée, et l'Espagne, qui écoutait les plaintes des populations catholiques de cette même vallée. Puis, peu à peu, cet enjeu crucial cessa de l'être, les troupes espagnoles trouvant une route toute catholique.

Si les princes avaient des «prétentions», c'était également pour assurer le «bonheur» de leurs peuples, ce qui dissimulait souvent des intérêts très concrets. La perception des enjeux commerciaux autour de la Baltique est à cet égard révélatrice, avec un accord naturel entre la Hanse, ce mort-vivant, et la puissance suédoise, ce nain dans l'armure d'un géant. De même l'affrontement commercial fut au cœur de la guerre de 80 ans entre le roi d'Espagne et les Hollandais, et il prit fin en 1648. Un rapprochement marqua les relations hispano-hollandaises après 1648, face à la politique agressive de Louis XIV et face à l'expansion commerciale de l'Angleterre⁴⁶. Les négociateurs se souciaient d'assurer aux États des «satisfactions». Les princes demandaient des honneurs nouveaux dans une hiérarchie princière qui se marquait dans le cérémonial, surtout à travers le rang respectif des ambassadeurs des différentes puissances⁴⁷. Le versement de sommes considérables fut aussi prévu dans les négociations de Westphalie, pour la Suède ou pour indemniser l'archiduc de Tyrol. La puissance d'un État croissait si le prince gagnait des sujets qui pourraient lui payer des impôts. Il en était de même s'il obtenait des territoires ou des places qui permettaient de mieux défendre le pays ou de mener des expéditions militaires. À cela s'ajoutait parfois un autre attrait financier, lorsqu'il devenait possible par exemple de percevoir des douanes ou de contrôler des centres économiques,

⁴⁵ Lucien BÉLY, *La Savoie entre Bourbons et Habsbourg*, *La Savoie dans l'Europe*. Actes du XXXVIII^e Congrès des Sociétés savantes de Savoie, Moûtiers-Tarentaise 2002, p. 225–236.

⁴⁶ Manuel Herrero SANCHEZ, *Las Provincias Unidas y la Monarquía Hispánica (1588–1702)*, Madrid 1999; ID., *El acortamiento hispano-neerlandés (1648–1678)*, Madrid 2000.

⁴⁷ BÉLY, *La Société des princes* (voir n. 40).

ville commerçantes ou ports. Les sujets trouvaient des avantages dans la recomposition politique: la noblesse espérait des récompenses par l'octroi de commandements ou de domaines dans les nouveaux territoires; le clergé voyait s'étendre le nombre des bénéfices ecclésiastiques disponibles; les marchands avaient la perspective de nouveaux débouchés, une fois la paix établie; le simple paysan pouvait se réjouir de voir de nouveaux sujets partager ses charges. La guerre avait bien pour vocation de permettre au prince et à ses sujets de jouir des fruits de la paix. Mais nous manquons encore d'éléments pour mesurer l'impact financier et économique des grands règlements internationaux.

Le temps jouait son rôle dans le cours d'une négociation: un retard ou une hésitation, comme l'a rappelé L. Auer, en modifiait le cours. Étudier la négociation oblige à tenir compte de la guerre. Nous comprenons ce que furent les batailles de ce temps-là⁴⁸, et comment les campagnes militaires s'articulaient avec les négociations. Les populations s'adaptaient à la guerre et c'est ainsi que s'est forgée une «éthique de la sauvegarde⁴⁹» qui ne se nourrissait pas forcément de transcendance et qui, en cela, annonçait des temps nouveaux. Une nouvelle manière d'appréhender le monde naissait avec la volonté d'y inscrire l'action humaine et de maîtriser la nature⁵⁰. La politique avait utilisé la notion de «raison d'État» qui permettait de transgresser certains principes religieux et moraux pour défendre les intérêts d'un pays. Ce réalisme, parfois cynique, avait nourri une affirmation continue de la puissance. Pour la contenir, une «raison des États» fut proposée, à partir de 1648, qui fondait aussi le droit international.

V. La société des diplomates

Les historiens ont rendu les négociateurs au monde auquel ils appartenaient et auquel ils apportaient beaucoup, à travers leur action politique, mais aussi à travers leur réflexion de juristes, leurs talents d'écrivains, leur goût de mécènes ou de collectionneurs. L'approche de ce monde diplomatique est d'abord anthropologique, pour retrouver des pratiques et des méthodes, plutôt

⁴⁸ Pour une approche globale d'une bataille qui devient un événement historique majeur: Olivier CHALINE, *La bataille de la Montagne Blanche. Un mystique chez les guerriers*, Paris 1999; et aussi André CORVISIER, *La bataille de Malplaquet 1709. L'effondrement de la France évité*, Paris 1997.

⁴⁹ Paulette CHONÉ, *Raconter la guerre. Deux récits inédits de la guerre de Trente Ans*, dans: BÉLY, *L'Europe des traités de Westphalie* (voir n. 1), p. 487-500.

⁵⁰ Jean ROHOU, *Le XVII^e siècle, une révolution de la condition humaine*, Paris 2002.

que des événements, pour comprendre non pas ce qui est arrivé, mais comment cela est arrivé. L'approche prosopographique, même si elle est difficile, permet de reconstituer les carrières des diplomates, mais elle doit être complétée par l'étude des relations personnelles, ces »clientèles« et ces »patronages« qui caractérisent bien le temps de Mazarin⁵¹. Une approche structurelle rend compte du monde du congrès dans sa complexité avec le grand nombre des négociateurs, les types de négociations, les différents événements, les actes élaborés. Le groupe des négociateurs formait une communauté qui élaborait des concepts communs et la base d'une langue qui cherchait à être universelle, malgré les diversités de l'Europe. Alors que la chrétienté s'était déchirée, ils tissaient, avec d'autres, ces liens de soie, qui sont la trame solide de l'Europe, et maintenaient ces cohérences qui sont le trésor commun des Européens, et c'est autour de ces linéaments que s'est fondée une civilisation européenne.

En participant à la république des lettres⁵², des sciences et des arts, les négociateurs donnaient du lustre à leur métier et contribuaient à maintenir, malgré les affrontements, une forme de dialogue international qui se moquait des frontières. Les liens éventuels avec la république des lettres ne sont pas clairs, mais, en revanche, le besoin de paix s'exprimait vivement chez ceux que nous appelons les intellectuels, car la guerre troublait la circulation des livres, des tableaux, des »curiosités« et des objets d'art. Ce réseau des érudits et des artistes transcendait l'opposition entre le monde de la Réforme protestante⁵³ et celui de la Réforme catholique, et fondait des savoirs ou des représentations qui cherchaient à échapper à la distinction confessionnelle – par là, ils travaillaient à affranchir la sphère politique de son enveloppe religieuse. L'étude par Guido Braun des langues utilisées pendant les discussions est un pas décisif pour une approche culturelle, au sens le plus large, de la pratique politique⁵⁴. Si le latin restait la langue de la négociation, il est possible de voir l'offensive discrète du français, la place maintenue de l'italien et l'usage de l'allemand.

L'attitude de Mazarin est toujours au centre des débats: ne fut-il que le simple héritier de Richelieu⁵⁵? Les mauvaises relations entre d'Avaux et

⁵¹ Outre les travaux de Roland MOUSNIER, Orest RANUM, Wolfgang REINHARD signalés par Anuschka TISCHER, voir aussi Charles GIRY-DELOISON, Roger METTAM (éd.), *Patronages et clientélismes 1550–1750* (France, Angleterre, Espagne, Italie), Villeneuve d'Ascq 1995.

⁵² Hans BOTS, Françoise WAQUET, *La République des Lettres*, Paris 1997.

⁵³ John MILLER, *L'Europe protestante aux XVI^e et XVII^e siècles*, Paris 1997.

⁵⁴ J'avais eu la curiosité de mener une enquête semblable pour Utrecht: Lucien BÉLY, *Espions* (voir n. 14) p. 450–455.

⁵⁵ Sur les idées du cardinal de Richelieu: Hermann WEBER, *Dieu, le Roi et la Chrétienté. Aspects de la politique du cardinal de Richelieu*, dans: *Francia* 13 (1985) p. 233–245; ID., *Chrétienté et équilibre européen dans la politique du cardinal de Richelieu*, dans: *XVII^e siècle* 166 (1990) p. 7–16; Françoise HILDESHEIMER, *Relectures de Richelieu*,

Servien, représentants du roi de France, sont difficiles à interpréter. Faut-il deviner une inimitié personnelle, une vision différente du rôle du roi de France, deux voies politiques possibles? Car une telle rivalité laissait la possibilité pour Mazarin d'arbitrer entre deux orientations politiques que les deux représentants incarnaient: d'Avaux, la défense de la cause catholique en Europe et Servien la défense des princes protestants alliés de la France, et cette situation machiavélique ne devait pas déplaire au subtil cardinal⁵⁶. Anuschka Tischer rend compte de ce duel politique en analysant la position respective des deux hommes, avec ce lien essentiel entre Mazarin et Servien qu'était Hugues de Lionne. Le rôle du duc de Longueville a été réexaminé par Paul Sonnino, qui a vu là un «prélude à la Fronde⁵⁷». Et ce que nous percevons mieux aujourd'hui, c'est le rapport entre le centre de décision, la consultation par un prince de ses conseils et les instructions aux négociateurs, avec leur écho dans les cours alliées. Ce que doit permettre l'analyse systématique de correspondances régulières, c'est, à travers la mise en place des projets et des propositions, l'organisation des idées politiques, le passage des instructions aux décisions finales lors du traité, ainsi que la vision même de l'Europe, de ses princes et de ses pays, des enjeux divers, des règles juridiques ou des solutions politiques. Les juristes ont une place importante dans l'élaboration de cette réflexion⁵⁸.

La question de l'information est essentielle: elle n'était pas si facile à rassembler dans cette mêlée de négociateurs réunie à Münster et à Osnabrück. Franz Bosbach a utilisé le biais de l'achat d'imprimés pour répondre à cette question. L'imprimé était un instrument pour savoir et pour faire savoir. En même temps, nous percevons le jeu de l'information et de la propagande, avec la prise en compte de l'opinion publique⁵⁹. Cette quête d'information devrait nous conduire à mieux connaître les rapports étroits entre la tâche délicate de rassembler les informations confidentielles⁶⁰ ou secrètes⁶¹, et le souci d'ana-

Paris 2000. On se reportera aussi à Jörg WOLLENBERG, *Les trois Richelieu. Servir Dieu, le Roi et la Raison*, Bielefeld 1977, trad. franç., Paris 1995.

⁵⁶ Cette interprétation ne s'appuie sur aucun document précis, mais elle s'intègre dans les pratiques de la diplomatie française au temps de Louis XIV qui, souvent, a joué, au cours de son règne, sur les rivalités entre ses ministres, qui défendaient deux politiques différentes, voire opposées, et conduisaient même des négociations parallèles, comme ce fut le cas pendant la guerre de Succession d'Espagne pour Chamillart et Torcy.

⁵⁷ SONNINO (voir n. 31).

⁵⁸ Peter HAGGENMACHER, *Grotius et la doctrine de la guerre juste*, Paris 1984; Alfred DUFOUR, *Droits de l'homme, droit naturel et Histoire. Droit, individu et pouvoir de l'École du droit naturel à l'École du Droit historique*, Paris 1991.

⁵⁹ Sur l'information: *L'information à l'époque moderne* (coordonné par Lucien BÉLY), Paris 2001.

⁶⁰ Sur les nouvelles à la main: François MOUREAU (sous la dir. de), *Répertoire des nouvelles à la main. Dictionnaire de la presse manuscrite clandestine XVI^e-XVIII^e siècle*, Oxford 1999.

lyser les nouvelles ordinaires, répandues dans les gazettes. Car il faut tenir compte de ce nouvel instrument qu'était le périodique qui interrogeait l'Europe et mobilisait ses élites: le regard porté par Théophraste Renaudot sur la guerre et la paix semble plus proche de celui de Callot que de celui de son auguste maître⁶².

Il était important de réfléchir sur 1648, à Paris, parce que l'historiographie française s'est longtemps détournée des approches internationales. Le travail de l'historien passe par les archives et la publication de documents demeure essentiel: là encore, dans notre pays, cette tradition s'est quelque peu étiolée. La mise en place de la paix reste enfin une question infinie, car si l'avant-Westphalie⁶³ et le congrès lui-même sont de mieux en mieux connus, la reconstruction de l'ordre européen est un terrain intéressant d'étude, comme toutes celles qui touchent l'application des traités.

⁶¹ Paolo PRETO, *I Servizi segreti di Venezia*, Milan 1994; ID., L'ambassadeur vénitien, diplomate et »honorable espion«, dans: BÉLY, *L'invention de la diplomatie* (voir n. 23), p. 151–166.

⁶² Stéphane HAFEMAYER, *L'information dans la France du XVII^e siècle. La Gazette de Renaudot de 1647 à 1663*, Paris 2002.

⁶³ Anja Victorine HARTMANN, *Von Regensburg nach Hamburg. Die diplomatischen Beziehungen zwischen dem französischen König und dem Kaiser vom Regensburger Vertrag (13. Oktober 1630) bis zum Hamburger Präliminarfrieden (25. Dezember 1641)*, Münster 1998.